

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Le pouvoir adjudicateur : Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
Hôtel Communautaire
76, boulevard Gambetta
CS 40021
62101 Calais cedex**

Fourniture de 2 caissons bi compartimenté 2/3 1/3 sur châssis 26 tonnes et d'un caisson mono flux sur châssis 19 tonnes de bennes à ordures ménagères pour la Communauté d'agglomération Grand Calais Terres et Mers

**Appel d'Offres Ouvert en application des articles 25.I.1 et 67 du Décret relatif aux Marchés Publics
Date et heure limites de remise des offres :
Vendredi 11 aout 2017 à 11h30**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

1. - Acheteur
2. - Objet de la consultation
 - 2.1. - Objet du marché
 - 2.2. - Procédure de passation
 - 2.3. - Forme du marché
3. - Dispositions générales
 - 3.1. - Décomposition du marché
 - 3.2. - Durée du marché - délais d'exécution
 - 3.3. - Modalités de financement et de paiement
 - 3.4. - Forme juridique de l'attributaire
 - 3.5. - Délai de validité des propositions
 - 3.6. - Variantes et options
 - 3.7. - Autres dispositions
4. - Dossier de consultation
 - 4.1. - Contenu du dossier de consultation
 - 4.2. - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
 - 4.3. - Modification de détail au dossier de consultation
 - 4.4. - Visite des lieux et consultation de documents sur site
5. - Présentation des propositions
 - 5.1. - Documents à produire
 - 5.2. - Compléments à apporter au cahier des charges
 - 5.3. - Langue de rédaction des propositions
 - 5.4. - Unité monétaire
 - 5.5. - Conditions d'envoi ou de remise des plis
 - 5.6. - Négociation
6. - Jugement des propositions
7. - Renseignements complémentaires

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur : Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers

Adresse :

**Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
Hôtel Communautaire
76, boulevard Gambetta
CS 40021
62101 Calais cedex**

Téléphone : 03.21.19.55.00

Télécopie : 03.21.19.55.09

Site internet : <http://www.grandcalais.fr>

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Fourniture et pose de deux caissons bi compartimenté 2/3 1/3 sur châssis 26 tonnes et d'un caisson mono flux sur châssis 19 tonnes de bennes à ordures ménagères pour la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers

La forme du marché revêt le caractère d'un achat.

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par appel d'offres ouvert en application des articles 25.I.1 et 67 du Décret relatif aux Marchés Publics.

2-3-Forme du marché

La consultation donnera lieu à un marché à tranches conformément à l'article 77 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du marché

3-1-1-Lots

Le marché fait l'objet d'un lot unique compte tenu de la nature des prestations, un allotissement rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

3-1-2-Tranches

Les prestations font l'objet de 2 tranches définies comme suit :

Tranche ferme - Fourniture de 2 caissons de bennes à ordures ménagères bi compartimenté 2/3 1/3 sur châssis 26 tonnes

Tranche optionnelle n°1 - Fourniture de 1 caisson de bennes à ordures ménagères mono flux sur châssis 19 tonnes

3-1-3-Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

3-2-Durée du marché - Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le candidat dans son acte d'engagement. Il ne peut pas dépasser le délai plafond de 18 semaines.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire au moyen d'un mandat administratif.

Le délai global de paiement est de 30 jours en application des règles de la comptabilité publique et notamment du décret 2013-269 du 29 mars 2013.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-6-Variantes et options

3-6-1-Variantes

Les variantes sont autorisées. Les candidats qui présentent des variantes peuvent remettre une offre pour la solution de base. Les exigences minimales que les variantes doivent respecter et les modalités de leur présentation sont les suivantes :

Les candidats qui présentent des variantes peuvent remettre une offre pour la solution de base. Les exigences minimales que les variantes doivent respecter correspondent aux exigences du cahier des charges.

3-6-2-Options

- Les options suivantes sont obligatoires et doivent être chiffrées avec l'offre de base et dans les variantes proposées :

Option 1	Tranche ferme - Fourniture de 2 caissons de bennes à ordures ménagères bi compartimenté 2/3 1/3 sur châssis 26 tonnes REPRISE DES 2 CAISSONS
Option 2	Tranche optionnelle n°1 - Fourniture de 1 caisson de bennes à ordures ménagères mono flux sur châssis 19 tonnes REPRISE DU CAISSON

3-7-Autres dispositions

Le candidat devra aussi prendre en compte dans son offre de prix :

- Convoyage aller/retour du véhicule carrossé
- Dépose de l'ancien caisson et pose du nouveau en respectant la réglementation en vigueur et l'environnement.
- Formation à la livraison de la BOM (mise en route, collecte et petite mécanique) avec fourniture de certificat pour 2 agents (collecte)
- Formation complète au matériel par stage mécanique par le constructeur pour 2 agents, (au choix de la collectivité) sur le site du constructeur comprenant l'hébergement (2 nuits minimum par agent) et la restauration (5 repas minimum par agent). Seul le transport sera à la charge de la collectivité
- Le candidat devra prévoir le passage du véhicule au service de contrôle technique des poids lourds et la fourniture de la nouvelle carte grise.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- le CCP,
- certificat de carrossage
- Carte grise

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article 39 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

www.klekoon.com

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique permettant l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site

Une visite sur site peut être demandée pour voir le châssis et confirmer la compatibilité avec l'offre dans le cadre de la préparation de la réponse du candidat.

Cette visite unique aura lieu **le jeudi 20 juillet 2017 à 15h00.**

Au Contact : Monsieur Stéphane BLOT – Garage Municipal TEL : 03.21.46.63.89

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants ou modèle DC1
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à les engager
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement ou modèle DC2
- Etat annuel des certificats fiscaux et sociaux
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

Contenu de l'offre

- Acte d'engagement
- Décomposition du prix global et forfaitaire
- Mémoire technique qui comprend les éléments suivants :
 - la description du matériel avec le choix des matériaux, l'épaisseur des aciers, le volume utile, la charge utile,
 - la description du matériel en terme de cinématique, principe de fonctionnement, ergonomie de travail
 - la description du SAV avec organisation, délais d'intervention, moyens humains et matériels pour une réparation

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les documents certificats, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le Pouvoir Adjudicateur.

5-2-Compléments à apporter au cahier des charges

Sans objet.

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Remise des plis sur support papier :

Les candidats transmettent leur proposition sous pli portant la mention suivante :

" Fourniture de 2 caissons bi compartimenté 2/3 1/3 sur châssis 26 tonnes et d'un caisson mono flux sur châssis 19 tonnes de bennes à ordures ménagères pour la Communauté d'Agglomération de Grand Calais, Terres et Mers - NE PAS OUVRIR".

L'enveloppe contient les justificatifs de candidature visés à l'article 5-1 du présent règlement de la consultation, ainsi que les éléments relatifs à l'offre.

Les plis devront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Département des Affaires Générales
Marchés Publics
Hôtel Communautaire
Communauté d'Agglomération de Grand Calais Terres et Mers
76 boulevard Gambetta, CS 40 021
62100 Calais Cedex

ou, s'ils sont envoyés par la poste, devront l'être à l'adresse ci-dessous :

Département des Affaires Générales
Marchés Publics
Hôtel Communautaire
Communauté d'Agglomération de Grand Calais Terres et Mers
76 boulevard Gambetta, CS 40021
62101 Calais Cedex

par pli recommandé avec avis de réception postal.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas ouverts.

Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur autorise la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.klekoon.com>

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

5-6-Négociation

Il n'est pas prévu de négociations ;

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures :

1. Garanties professionnelles et financières
2. Garanties techniques

Critères de jugement des offres :

Critère 1 : Valeur technique (pondération : 50 points)

Valeur technique du caisson (choix des matériaux, épaisseur des aciers, volume utile, charge utile, cinématique de la pelle, facilité d'entretien, etc..) 20 pts

Valeur technique du lève-conteneurs (cinématique, principe de fonctionnement, ergonomie de travail, facilité d'entretien, ...) 20 pts

SAV (organisation, délais d'intervention, moyens humains et matériels) 10 pts

Critère 2. Délai d'exécution (pondération : 30 pts)

Critère 3. Prix (pondération : 20 pts)

La notation valeur technique sera effectuée en fonction des coefficients suivants appliqués sur chaque critère :

Coefficients « valeur technique »

- Très satisfaisant : 1
- Satisfaisant : 0,7
- Moyennement satisfaisant : 0,5
- Insatisfaisant : 0,1

Le délai sera jugé sur la base du délai de livraison tel que figurant à l'acte d'engagement. La formule de notation, pour le critère « délai de livraison », se décline comme suit :

Note sur 30 pts = $(D1/D1^*) \times 30$

D1 : délai de livraison le plus court parmi les propositions des candidats.

D1* : le délai concernée.

Le prix sera jugé sur la base du montant total en € HT figurant à l'acte d'engagement. La formule de notation, pour le critère « prix », se décline comme suit :

Note sur 20 pts = $(P/P^*) \times 20$

P : le montant total le plus bas parmi les propositions des candidats.

P* : le montant total du prix concernée

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Conformément à l'article 60 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le Candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

ESSAIS

La Communauté d'Agglomération se réserve la possibilité de demander un essai aux candidats : essayer une BOM équivalente au modèle proposé après remise de l'offre. Cet essai consisterait en la réalisation d'une tournée complète (6h00 - 12h00) avec des agents municipaux et serait suivi par le candidat.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Correspondant :

Département des Affaires Générales Marchés Publics Hôtel Communautaire Communauté d'Agglomération de Grand Calais Terres et Mers 76 boulevard Gambetta CS 40021 62101 Calais Cedex
--

Téléphone : 0321195500
Fax : 0321195509

Courriel : marches.publics@grandcalais.fr
Adresse internet : www.grandcalais.fr